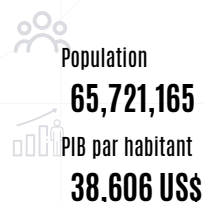
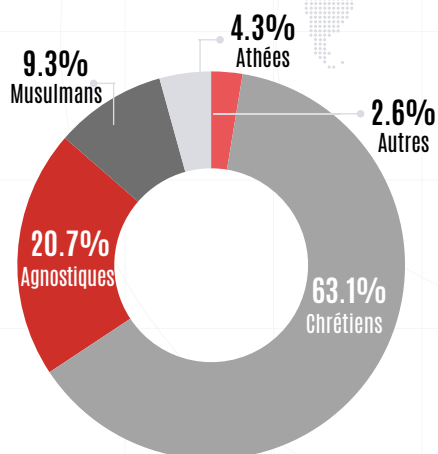




# FRANCE

## RELIGION



## LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

La Constitution française<sup>1</sup> dispose que le pays est un État laïque : « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances » (article 1<sup>er</sup>).

La loi du 9 décembre 1905<sup>2</sup> sur la séparation de l'État et des religions est la pierre angulaire du principe français de « laïcité ». Son article premier dispose : « La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public ». L'article 2 dispose : « la République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte ». Cette loi ne s'applique pas dans les trois départements d'Alsace-Moselle, qui sont encore régis par le Concordat de 1801.<sup>3</sup>

L'État possède et est responsable de l'entretien de tous les lieux de culte construits avant 1905. Quarante-sept des 154 cathédrales (toutes construites avant 1905) dans

le pays appartiennent au gouvernement français. Presque toutes les 67 autres appartiennent à des municipalités.<sup>4</sup> Par exemple, la cathédrale Notre-Dame de Paris, dévastée par un incendie en avril 2019<sup>5</sup>, appartient à l'État français et sa restauration est de la responsabilité du gouvernement.<sup>6</sup>

Malgré la séparation entre l'État et les religions, les groupes religieux peuvent s'inscrire en tant qu'associations culturelles ou culturelles, voire les deux, afin de bénéficier de certains avantages gouvernementaux, tels que des prêts garantis ou des locations immobilières à taux réduits, et les lieux de culte peuvent être exonérés d'impôts fonciers.<sup>7</sup>

Il existe trois types d'écoles en France : les écoles publiques gratuites et laïques qui suivent le programme scolaire public, les écoles privées « sous contrat » avec l'État, et les écoles privées « hors contrat ». Les écoles « sous contrat », dont 97 % sont catholiques, reçoivent des subventions de l'État, appliquent le programme scolaire public et acceptent tous les enfants, quelle que soit leur appartenance religieuse. Les écoles indépendantes « hors contrat » ne reçoivent pas d'aide de l'État et ne sont pas tenues de suivre le programme scolaire public.<sup>8</sup> Une loi de 2018 (la « loi Gatel ») a rajouté des conditions pour pouvoir

ouvrir et exploiter des écoles privées indépendantes, dont le fait que les directeurs d'école et les enseignants du secondaire soient tenus d'être de nationalité française.<sup>9</sup> Cette exigence a été critiquée comme affectant de manière disproportionnée les écoles musulmanes.<sup>10</sup>

Dans un discours prononcé en octobre 2020 sur la « lutte contre le séparatisme islamique » après une série d'attentats terroristes, le Président français Emmanuel Macron a annoncé que les écoles feraient partie des domaines prioritaires. Il a exprimé le souhait de faire interdire l'enseignement à domicile afin d'éviter qu'il y ait des enfants « hors système » dans de prétendues écoles « souvent administrées par des extrémistes religieux ».<sup>11</sup> Il a fait référence à la « loi Gatel » qui réglemente les écoles indépendantes, affirmant que « l'école doit d'abord inculquer les valeurs de la République et non celles d'une religion, former des citoyens, non des fidèles ».<sup>12</sup>

Une vaste législation a été proposée en décembre 2020 – un projet de loi « confortant le respect des principes de la République ».<sup>13</sup> Toutefois, le gouvernement a renoncé à l'interdiction totale de l'enseignement à domicile, mais a proposé un certain nombre de restrictions en matière d'éducation, y compris en ce qui concerne les établissements d'enseignement privés et l'enseignement à domicile (articles 21-24). Parmi les autres articles de la proposition de loi figuraient des peines plus sévères pour la « provocation à des actes de terrorisme » (article 3), pour les discours de haine et les contenus illicites en ligne (articles 18-20), pour les menaces contre les agents chargés du service public (article 4), et la possibilité de dissoudre les groupements ou fermer les lieux de culte qui troublent gravement l'ordre public ou violent les droits ou libertés fondamentales (articles 8 et 44). Le projet comprenait également une disposition interdisant aux professionnels de santé de délivrer des « certificats de virginité » (article 16) et un dispositif de protection contre les mariages forcés (article 17).

Le titre II du projet de loi comportait des dispositions garantissant le libre exercice du culte (article 30), des peines accrues pour atteinte à l'exercice du culte (article 39), une simplification de la loi relative aux associations religieuses et à leur financement, et l'augmentation des obligations de déclaration pour recevoir un financement en provenance de l'étranger (articles 26-28, 35).

La loi interdit aux élèves des écoles publiques de porter des signes ou des tenues « manifestant ostensiblement une appartenance religieuse ».<sup>14</sup> En 2018, l'Assemblée

nationale française a adopté un code vestimentaire interdisant aux députés « le port de tout signe religieux ostensible, d'un uniforme, de logos ou messages commerciaux ou de slogans de nature politique ».<sup>15</sup> Une loi de 2010 interdit « la dissimulation du visage dans l'espace public », y compris le port du niqab (qui ne montre que les yeux) ou de la burqa (voile intégral).<sup>16</sup> Cependant, pendant la pandémie de coronavirus de 2020, le port de masques faciaux était obligatoire pour tous. Certaines critiques ont affirmé que la loi de 2010 était un exemple de parti pris antimusulman.<sup>17</sup>

L'objection de conscience pour raisons morales ou religieuses n'est pas reconnue pour les pharmaciens en France.<sup>18</sup> En 2020, un projet de loi de bioéthique a été présenté qui assouplirait les restrictions à l'avortement, ouvrirait la technologie de procréation assistée à toutes les femmes et supprimerait une clause de conscience spécifique à l'avortement. La proposition de loi de 2019 et le projet de loi de 2020 ont été l'objet de manifestations de groupes pro-vie et pro-famille<sup>19</sup> et ont été combattus par des responsables religieux, dont le Conseil permanent de la Conférence des évêques de France, le Grand Rabbin de France et le Comité protestant évangélique pour la dignité humaine (CPDH).<sup>20</sup> Le projet de loi devait faire l'objet d'une deuxième lecture en février 2021, après examen par un comité spécial de bioéthique en janvier.<sup>21</sup>

Des militants catholiques et pro-vie du monde entier, ainsi que des responsables catholiques français, se sont dits préoccupés par le fait que l'issue de ce qu'on a appelé « l'affaire Lambert » ouvrirait la porte à l'euthanasie en France.<sup>22</sup> La bataille juridique autour de la poursuite du traitement ou du retrait de l'aide à la vie de Vincent Lambert, en « état végétatif » depuis 2008, a pris fin lorsque la plus haute juridiction française a décidé en juillet 2019 que la nutrition et l'hydratation artificielles pouvaient être retirées. Après la mort de Vincent Lambert en juillet 2019, le Pape François a déclaré : « Ne construisons pas une civilisation qui élimine les personnes dont nous considérons que la vie n'est plus digne d'être vécue : chaque vie a de la valeur, toujours ».<sup>23</sup>

## INCIDENTS ET DÉVELOPPEMENTS

L'année 2020 a été marquée par plusieurs attentats terroristes islamistes en France qui ont conduit à adopter la législation que certains considèrent comme ciblant spécifiquement les musulmans. Le 29 octobre 2020, trois

personnes ont été assassinées dans la basilique Notre-Dame de l'Assomption à Nice par un tunisien armé d'un couteau qui était entré en France après être passé par l'Italie en septembre. Selon la police, l'homme a été arrêté après s'en être pris aux policiers en criant « Allahou akbar ». <sup>24</sup> Cette attaque avait été précédée par la décapitation d'un enseignant, en banlieue parisienne, moins de deux semaines plus tôt, le 16 octobre. Samuel Paty, un professeur d'histoire du secondaire, avait été pris pour cible par une « fatwa » après avoir montré des caricatures du prophète Mahomet à ses élèves. Samuel Paty avait averti à l'avance les élèves de sa classe qu'il montrerait les images en cause, afin de permettre aux élèves musulmans de quitter la salle pour ne pas être offensés. <sup>25</sup> Le 25 septembre 2020, un assaillant a blessé des passants avec un couteau de boucher devant l'ancien bureau de Charlie Hebdo, au début du procès concernant l'attentat islamiste terroriste contre le magazine en 2015. <sup>26</sup>

Selon Jean-François Ricard, chef du parquet national antiterroriste, fin août 2020, le gouvernement avait déjoué au moins six complots terroristes au cours des mois précédents. <sup>27</sup> Plus de 8.000 personnes étaient surveillées par le gouvernement pour leur éventuelle radicalisation terroriste, mais en 2020 et 2021, de nombreux détenus terroristes condamnés devaient être libérés. <sup>28</sup> En janvier 2020, un rapport des services de sécurité intérieure français, qui affirmait qu'au moins 150 quartiers à travers la France étaient « tenus » par des islamistes, a été divulgué. <sup>29</sup>

Les chiffres officiels du Ministère français de l'Intérieur pour 2018 indiquent qu'après deux années de baisse, le nombre d'incidents antisémites a fortement augmenté en 2018 (de 311 à 541). Dans le même temps, les actes antimusulmans enregistrés ont été à leur plus bas niveau en dix ans, avec 100 incidents. Le nombre d'actes antichrétiens est resté à peu près le même que l'année précédente, avec 1.063 actes signalés. <sup>30</sup> Selon les données officielles communiquées à l'OSCE pour 2018, les chiffres enregistrés étaient plus élevés : 588 crimes antisémites, 145 crimes antimusulmans et 1.944 crimes antichrétiens. <sup>31</sup>

En 2019, le nombre d'incidents antisémites a augmenté de 27% (687 incidents, qualifiés pour la plupart de menaces, avec des attaques à la personne en forte baisse), les actes antimusulmans sont restés relativement faibles (154 incidents, dont 91 menaces), et 1.052 actes antichrétiens ont été signalés, dont la majorité étaient des atteintes aux biens à caractère religieux. <sup>32</sup> Là encore, les chiffres communiqués à l'OSCE étaient plus élevés : 741

crimes antisémites, 204 crimes antimusulmans et 2.038 crimes antichrétiens. <sup>33</sup>

Parmi les incidents antisémites survenus au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, le cas d'un juif agressé physiquement et laissé inconscient dans un ascenseur parisien <sup>34</sup>, des menaces envoyées par la poste au porte-parole du gouvernement Gabriel Attal <sup>35</sup>, le cas du philosophe juif Alain Finkielkraut ciblé par des menaces et propos antisémites, ainsi que des dommages à la synagogue de Strasbourg lors des manifestations de gilets jaunes. <sup>36</sup> Un arbre commémoratif à la victime juive d'un meurtre de 2006 a été abattu, une boulangerie vendant des bagels a été vandalisée et le mot allemand « Juden » y a été écrit, et des croix gammées ont été trouvées sur des boîtes aux lettres à Paris. <sup>37</sup> En 2020, des théories du complot et des messages antisémites relatifs à la pandémie de coronavirus ont été vus en ligne. Le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA) a déposé une cinquantaine de plaintes de mars à juillet 2020. <sup>38</sup> En octobre 2020, des écoles et synagogues juives ont fermé temporairement à Nice après le meurtre de trois personnes dans une église par un homme au cri de « Allahou akbar ». « Nous nous sentons tous menacés », a déclaré le grand rabbin de Nice. <sup>39</sup>

Un homme a été arrêté en octobre 2019 pour avoir tiré des coups de feu devant la mosquée de Bayonne et tiré sur deux hommes alors qu'il tentait de mettre le feu à la porte. L'incident a été condamné par le Président Macron. <sup>40</sup> En décembre 2020, au moins 76 mosquées et écoles privées islamiques avaient été fermées par les autorités depuis le début de l'année pour « lutter contre l'islam extrémiste ». <sup>41</sup> En novembre 2020, le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) s'est autodissous volontairement après que des responsables gouvernementaux eurent annoncé vouloir dissoudre l'organisation suite à l'assassinat de l'enseignant Samuel Paty, et l'eurent accusé de nourrir un « climat de haine » et d'être une « pharmacie islamiste travaillant contre la République ». Deux autres groupes, BarakaCity et Sheik Yassine, ont été dissous par le gouvernement. <sup>42</sup>

Alarmés par le nombre d'incidents visant des sites chrétiens, plusieurs responsables politiques français ont soumis en 2019 des questions au Ministère de l'Intérieur pour exiger des informations plus complètes et savoir ce qui était fait pour les protéger. <sup>43</sup> Le Ministère a répondu que le gouvernement avait demandé aux responsables de la sécurité d'accorder un « traitement prioritaire » aux attaques

## PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

Le principe de « laïcité » (séparation entre l'État et la religion) consacré dans la Constitution, et la loi de 1905 en France, sont les pierres angulaires traditionnelles des relations entre l'État et la religion. Toutefois, les récentes attaques terroristes d'inspiration islamiste ont incité le gouvernement à réglementer davantage les domaines de la vie liés à la religion ou aux croyances. La montée de l'antisémitisme et la forte incidence des actes antichrétiens au cours des deux dernières années sont des signes que la tolérance sociale se détériore. Alors que le gouvernement cherche à endiguer la vague d'extrémisme et le manque d'intégration sociale au moyen d'une législation radicale, les droits fondamentaux de tous les croyants pourraient être remis en question dans un proche avenir.

contre les sites religieux.<sup>44</sup>

Parmi les incidents survenus au cours de la période faisant l'objet du présent rapport figurent l'attaque islamiste à l'arme blanche, dans une église niçoise en octobre 2020 (voir plus haut), qui a fait trois morts<sup>45</sup>, et une tentative d'incendie criminel de la cathédrale de Rennes en juin 2020.<sup>46</sup> Les incendies intentionnels d'églises signalés par l'Observatoire du patrimoine religieux au cours de la période faisant l'objet du présent rapport ont visé, entre autres : l'église Saint-Sulpice à Paris, la cathédrale Saint-Alain de Lavaur, l'église Saint-Jacques de Grenoble, l'église de Sélestat, la cathédrale Saint-Maclou de Pontoise, la basilique de Nancy, l'église évangélique d'Annemasse, l'église Saint-Pierre de Neuilly sur Seine, l'église de La Tour-du-Pin.<sup>47</sup> Un crucifix de 10 mètres de haut sur le sommet du Pic Saint-Loup a été renversé et détruit, et recouvert de l'inscription « Witch Power » (« pouvoir des sorcières »).<sup>48</sup> Des croix et des symboles chrétiens ont été brisés et vandalisés dans des cimetières.<sup>49</sup>

Les églises catholiques sont régulièrement la cible de profanation. Début février 2019, elles ont connu une série noire avec l'église Saint-Nicolas à Houilles, le 4 février; la cathédrale Saint-Alain à Lavaur, le 5 février; l'église Notre-Dame des enfants à Nîmes, le 6 février; l'église Notre-Dame à Dijon, le 9 février; l'église Saint-Nicolas à Maisons-Laffitte, le 10 février. Certaines églises comme Saint-Pierre de Montendre (Charente-Maritime) ont dû être fermées en dehors des horaires de cultes.

D'anciens musulmans convertis au christianisme ont parfois eu du mal à obtenir l'asile, soit parce que le gouvernement français ne croyait pas qu'il existe des menaces dans leur pays d'origine à majorité musulmane, soit parce que le converti ne serait pas persécuté s'il était expulsé.<sup>50</sup>

Lors de la pandémie de coronavirus en 2020, le gouvernement français a complètement interdit les offices culturels en public du 17 mars au 29 mai 2020. La Conférence des évêques catholiques de France a déposé une plainte contre le gouvernement. Après l'invalidation de l'interdiction par le Conseil d'Etat, les offices ont été autorisés avec des règles de distanciation. En novembre 2020, le gouvernement a à nouveau suspendu le culte public par mesure de sécurité sanitaire. Des groupes de chrétiens ont manifesté contre ces interdictions, qui comprenaient l'interdiction du culte ou de la prière en plein air.<sup>51</sup> Là encore, pour la deuxième fois, le Conseil d'État a invalidé l'interdiction, et les offices ont été autorisés avec des règles de distanciation.

- 1 Constitution française de 1958, amendée en 2008 : Conseil Constitutionnel, <https://www.conseil-constitutionnel.fr/le-bloc-de-constitutionnalite/texte-integral-de-la-constitution-du-4-octobre-1958-en-vigueur>
- 2 Loi du 9 Décembre 1905 Concernant la Séparation des Églises et de L'État, Centre national de la recherche scientifique, <http://www2.cnrs.fr/sites/thema/fichier/loi1905textes.pdf>
- 3 Jean-Marie Guénois, "Pourquoi le Concordat s'applique en Alsace-Moselle," Le Figaro, 26 janvier 2012, <https://www.lefigaro.fr/politique/2012/01/26/01002-20120126ARTFIG00484-pourquoi-le-concordat-s-applique-en-alsace-moselle.php> (page consultée le 9 janvier 2021).
- 4 "Propriété des édifices religieux, état des lieux," Observatoire du Patrimoine Religieux, <https://www.patrimoine-religieux.fr/rubriques/gauche/edifice-menace/analyse/propriete-des-edifices-reglieux-etat-des-lieux> (page consultée le 9 janvier 2021).
- 5 « Incendie à Notre-Dame de Paris, le récit de la soirée », La Croix, 15 avril 2019, <https://www.la-croix.com/Religion/Catholicisme/France/Incendie-Notre-Dame-Paris-2019-04-15-1201015827>
- 6 Andrew Keshner, "Notre Dame has no insurance policy," MarketWatch, 18 avril 2019, <https://www.marketwatch.com/story/notre-dame-has-no-insurance-policy-2019-04-16> (page consultée le 7 janvier 2021).
- 7 Office of International Religious Freedom, "France," 2019 Report on Religious Freedom, U.S. Department of State, <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/france/> (page consultée le 1er janvier 2021).
- 8 "Understand the French school system in 5 minutes," école M, 15 mai 2019, <https://www.ecolem.fr/blog/2019/5/15/understand-the-french-school-system-in-5-minutes> (page consultée le 12 décembre 2020).
- 9 Loi n° 2018-266 du 13 avril 2018 visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture et de contrôle des établissements privés hors contrat (1), Article 3, Legifrance, <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000036798673/> (page consultée le 11 janvier 2021).
- 10 Carol Ferrara, "Muslim schools are allies in France's fight against radicalization – not the cause," The Conversation, 24 novembre 2020, <https://theconversation.com/muslim-schools-are-allies-in-frances-fight-against-radicalization-not-the-cause-149802> (page consultée le 10 janvier 2021).
- 11 "Fight Against Separatism – The Republic in Action," Speech by Emmanuel Macron, President of the Republic, Elysee, 2 octobre 2020, <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/10/02/fight-against-separatism-the-republic-in-action-speech-by-emmanuel-macron-president-of-the-republic-on-the-fight-against-separatism.en> (page consultée le 10 janvier 2021).
- 12 Ibid.
- 13 Projet de loi n° 3649 confortant le respect des principes de la République, Assemblée Nationale, 9 décembre 2020, [https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/15b3649\\_projet-loi](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/15b3649_projet-loi) (page consultée le 9 janvier 2021).
- 14 Loi n° 2004-228 du 15 mars 2004 encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics, Legifrance, <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT0000000417977&dateTexte=&categorieLien=id> (page consultée le 8 janvier 2021).
- 15 Nouveau code vestimentaire à l'Assemblée nationale, Les Surligneurs, janvier 2018, <https://lessurligneurs.eu/nouveau-code-vestimentaire-a-lassemblee-nationale-ou-comment-interdire-certaines-formes-dexpression-sans-craindre-un-controle-du-juge/>
- 16 Loi n° 2010-1192 du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public (1), Legifrance, <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000022911670&categorieLien=id> (page consultée le 25 avril 2018)
- 17 Bill Bostock, "France has made wearing face masks compulsory in public, while maintaining a controversial ban on burqas and niqabs," Business Insider, 11 mai 2020, <https://www.businessinsider.com/france-face-masks-compulsory-burqas-niqabs-banned-criticism-muslims-2020-5?r=DE&IR=T> (page consultée le 11 novembre 2020).
- 18 Michel Janva, "Objection de conscience : la CEDH pourrait condamner la France et donner raison au pharmacien," Le Salon Beige, 16 juillet 2018, <https://www.lesalonbeige.fr/objection-de-conscience-la-cedh-pourrait-condamner-la-france-et-donner-raison-au-pharmacien/> (page consultée le 2 janvier 2021).
- 19 « Loi bioéthique : une soixantaine de manifestations dans toute la France », Aleteia, 10 octobre 2020, <https://fr.aleteia.org/2020/10/10/loi-bioethique-une-soixantaine-de-manifestations-dans-toute-la-france/>; Agnès Leclair, « Bioéthique : le retour du texte au Sénat ravive les tensions », Le Figaro, 16 décembre 2020, <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/bioethique-le-retour-du-texte-au-senat-ravive-les-tensions-20201216>
- 20 "Violences, catastrophes naturelles, bioéthique...notre société est-elle fraternelle?" Déclaration du Conseil permanent de la Conférence des évêques de France, 6 octobre 2020, <https://eglise.catholique.fr/espace-presse/communiqués-de-presse/505837-violences-catastrophes-naturelles-bioethiquenotre-societe-est-elle-fraternelle/>; "Evangelicals joined demonstrations against France's new bioethics law," Evangelical Focus, 14 octobre 2020, <https://evangelicalfocus.com/europe/8494/evangelicals-joined-demonstrations-against-frances-new-bioethics-law/>; "Loi bioéthique: catholiques, protestants et juifs «vigilants» à l'Assemblée," Le Figaro, 29 août 2019, <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/loi-bioethique-catholiques-protestants-et-juifs-vigilants-a-l-assemblee-20190829> (pages consultées le 2 janvier 2021).
- 21 Hélène Berkaoui, "Bioéthique : le projet de loi de retour au Sénat en janvier," Public Senat, 24 décembre 2020, <https://www.publicsenat.fr/article/parlementaire/bioethique-le-projet-de-loi-de-retour-au-senat-en-janvier-186398> (page consultée le 11 janvier 2021).
- 22 « Vincent Lambert est mort, après onze années passées dans un état végétatif et six ans de batailles judiciaires », France Inter, 11 juillet 2019, <https://www.franceinter.fr/justice/vincent-lambert-est-mort-apres-onze-annees-passees-dans-un-etat-vegetatif-et-six-ans-de-batailles-judiciaires>
- 23 « La douleur du Saint-Siège après la mort de Vincent Lambert », Vatican News, 11 juillet 2019, <https://www.vaticannews.va/fr/vatican/news/2019-07/la-douleur-du-saint-siege-apres-la-mort-de-vincent-lambert.html>. Voir aussi « Mort de Vincent Lambert: «chaque vie a de la valeur», dit le Pape », Le Figaro, 11 juillet 2019, <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/mort-de-vincent-lambert-chaque-vie-a-de-la-valeur-dit-le-pape-20190711>
- 24 « Attaque à Nice : le suspect est resté une «demi-heure» dans l'église », Le Parisien, 29 octobre 2020, <https://www.leparisien.fr/faits-divers/direct-attaque-au-couteau-a-nice-trois-morts-un-suspect-interpelle-29-10-2020-8405536.php>
- 25 « Assassinat de Samuel Paty, Franceinfo », <https://www.franceinfo.fr/faits-divers/terrorisme/enseignement-decapite-dans-les-yvelines/>, et « Hommage à Samuel Paty : L'arrestation de quatre élèves de CM2 pour apologie du terrorisme suscite la polémique », 20 Minutes, 7 novembre 2020, <https://www.20minutes.fr/societe/2903431-20201107-hommage-samuel-paty-arrestation-quatre-eleves-cm2-apologie-terrorisme-suscite-polemique>
- 26 « Attaque près des anciens locaux de « Charlie » : quatre suspects présentés à la justice », La Croix, 18 décembre 2020, <https://www.la-croix.com/France/Attaque-pres-anciens-locaux-Charlie-Hebdo-quatre-suspects-interpelles-2020-12-18-1201130951>

- 27 "Terrorisme: au moins six attentats ont été déjoués ces derniers mois en France," l'Opinion, 31 août 2020, <https://www.lopinion.fr/edition/politique/terrorisme-moins-six-attentats-ont-ete-dejoues-derniers-mois-en-france-222642> (page consultée le 1er janvier 2021).
- 28 "Terrorisme : 8 132 personnes fichées pour radicalisation à caractère terroriste en France," Sud Ouest, 31 août 2020, <https://www.sudouest.fr/2020/08/31/terrorisme-8-132-personnes-fichees-pour-radicalisation-a-caractere-terroriste-en-france-7792161-6093.php> (page consultée le 12 janvier 2021).
- 29 "150 quartiers sont "tenus" par les islamistes, selon un document classé secret-défense," Valeurs, 19 janvier 2020, <https://www.valeurs-spectives.com/societe/150-quartiers-sont-tenus-par-les-islamistes-selon-un-document-classe-secret-defense-115151> (page consultée le 12 janvier 2021).
- 30 "Lutte contre la haine, la discrimination, le racisme et l'antisémitisme," Ministère de l'Intérieur, 12 février 2019, <https://www.interieur.gouv.fr/Actualites/Communiqués/Lutte-contre-la-haine-la-discrimination-le-racisme-et-l-antisemitisme> (page consultée le 1er janvier 2021).
- 31 Office for Democratic Institutions and Human Rights, "2018 Hate Crime Reporting – France," Organization for Security and Co-operation in Europe, <https://hatecrime.osce.org/france?year=2018> (page consultée le 16 décembre 2020).
- 32 "Bilan 2019 des actes antireligieux, antisémites, racistes et xenophobes," Délégation Interministérielle à La Lutte contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine Anti-LGBT (Dilcrah), 28 janvier 2020, <https://www.gouvernement.fr/bilan-2019-des-actes-antireligieux-antisemites-racistes-et-xenophobes> (page consultée le 7 janvier 2021).
- 33 Office for Democratic Institutions and Human Rights, "2019 Hate Crime Reporting – France," Organization for Security and Co-operation in Europe, <https://hatecrime.osce.org/france?year=2019> (page consultée le 16 décembre 2020).
- 34 « Homme juif agressé à Paris : ouverture d'une enquête pour vol aggravé et à caractère antisémite », Libération, 12 août 2020, [https://www.liberation.fr/france/2020/08/12/homme-juif-agresse-a-paris-ouverture-d-une-enquete-pour-vol-aggrave-et-a-caractere-antisemite\\_1796678/](https://www.liberation.fr/france/2020/08/12/homme-juif-agresse-a-paris-ouverture-d-une-enquete-pour-vol-aggrave-et-a-caractere-antisemite_1796678/)
- 35 "Le BNVCA scandalisé par les menaces reçues par Gabriel Attal, porte-parole du Gouvernement, se solidarise et s'associe à la plainte déposée," BNVCA, 9 janvier 2021, <https://bnvca.info/2021/01/09/le-bnvca-scandalise-par-les-menaces-recues-par-gabriel-attal-porte-parole-du-gouvernement-se-solidarise-et-sassocie-a-la-plainte-deposee/> (page consultée le 1er janvier 2021).
- 36 "French philosopher subjected to anti-Semitic abuse during Yellow Vest protests," RFI, 17 février 2019, <https://www.rfi.fr/en/france/20190217-outrage-after-french-philosopher-subjected-anti-semitic-abuse-during-yellow-vest-pro>; "Propos antisémites lors de la manifestation des gilets jaunes à Strasbourg : vive émotion du consistoire israélite," DNA, 3 février 2019, <https://www.dna.fr/edition-de-strasbourg/2019/02/03/propos-antisemites-lors-de-la-manifestation-des-gilets-jaunes-vive-emotion-du-consistoire-israelite> (pages consultées le 11 janvier 2021).
- 37 "French government vows tough response to rise in anti-Semitism," RFI, 12 février 2019, <https://www.rfi.fr/en/france/20190212-french-government-vows-tough-response-rise-anti-semitism> (page consultée le 11 janvier 2021).
- 38 Laura Andrieu, "Le Covid-19 engendre une vague d'antisémitisme dans le monde qui inquiète," Le Figaro, 27 juillet 2020, <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/le-covid-19-engendre-une-vague-d-antisemitisme-dans-le-monde-qui-inquiete-20200727> (page consultée le 11 janvier 2021).
- 39 Cnaan Liphshiz, "Jewish schools and synagogues in Nice close Friday, fearing terror attacks," The Times of Israel, 30 octobre 2020, <https://www.timesofisrael.com/jewish-schools-and-synagogues-in-nice-closed-friday-fearing-terror-attacks/> (page consultée le 11 janvier 2021).
- 40 "France mosque shootings: Two injured in Bayonne attack," BBC, 28 octobre 2019, <https://www.bbc.com/news/world-europe-50212872> (page consultée le 11 janvier 2021).
- 41 « Séparatisme : 76 mosquées dans le viseur de Gérald Darmanin », Libération, 2 décembre 2020, [https://www.liberation.fr/france/2020/12/02/separatisme-76-mosquees-dans-le-viseur-de-gerald-darmanin\\_1807491/](https://www.liberation.fr/france/2020/12/02/separatisme-76-mosquees-dans-le-viseur-de-gerald-darmanin_1807491/)
- 42 Sabine Gignoux, "Le Collectif contre l'islamophobie en France s'est autodissous," La Croix, 28 novembre 2020, <https://www.la-croix.com/Religion/Le-Collectif-contre-lislamophobie-France-sest-autodissous-2020-11-28-1201127103> (page consultée le 11 janvier 2021).
- 43 Question écrite N° 17095 de Mme Valérie Boyer (Les Républicains - Bouches-du-Rhône ), 19 février 2019, Assemblée nationale, <https://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-17095QE.htm>; Question écrite n° 18716 de Mme Marie-France Lorho (Non inscrit - Vaucluse ), 9 avril 2019, <https://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-18716QE.htm> (pages consultées le 9 janvier 2021).
- 44 Question écrite n° 18716 de Mme Marie-France Lorho, ibid.
- 45 "France attack: Three killed in 'Islamist terrorist' stabbings," BBC, 29 octobre 2020, <https://www.bbc.com/news/world-europe-54729957> (page consultée le 9 janvier 2021).
- 46 Paul Grisot, "La cathédrale de Rennes touchée par un début d'incendie dans la nuit," Ouest France, 12 juin 2020, <https://www.ouest-france.fr/bretagne/rennes-35000/la-cathedrale-de-rennes-touchee-par-un-debut-d-incendie-dans-la-nuit-6866668> (page consultée le 9 janvier 2021).
- 47 "20 églises incendiées en 1 an !" Observatoire du Patrimoine Religieux, <https://www.patrimoine-religieux.fr/rubriques/gauche/edifice-menace/11-eglises-incendiees-en-1-an> (page consultée le 12 janvier 2021).
- 48 Luc Lenoir, "L'Hérault s'engage à contribuer à la réparation de la croix profanée du Pic Saint-Loup," Le Figaro, 12 mai 2020, <https://www.lefigaro.fr/le-departement-de-l-herault-s-engage-a-reparer-la-croix-profane-du-pic-saint-loup-20200512> (page consultée le 9 janvier 2021).
- 49 "Près d'une centaine de tombes profanées à Cognac : 'C'est vraiment choquant, un irrespect de la mort'," Europe 1, 2 novembre 2019, <https://www.europe1.fr/societe/pres-d-une-centaine-de-tombes-profanees-a-cognac-cest-vraiment-choquant-un-irrespect-de-la-mort-3928843> (page consultée le 9 janvier 2021).
- 50 Alexandre del Valle, "La dhimmitude volontaire de l'Europe et le deux poids deux mesures anti-chrétien en matière de droit d'asile," Valeurs, 29 décembre 2020, <https://www.valeursactuelles.com/monde/del-valle-la-dhimmitude-volontaire-de-leurope-et-le-deux-poids-deux-mesures-anti-chretien-en-matiere-de-droit-dasile-126977> (page consultée le 12 janvier 2021).
- 51 Christophe Foltzenlogel, "Through Fear, the French Government Destroys One Freedom After Another," 7 janvier 2021, <https://eclj.org/religious-freedom/french-institutions/through-fear-the-french-government-destroys-one-freedom-after-another> (page consultée le 12 janvier 2021).